

Les relations algéro-espagnoles durant le processus démocratique espagnol (1976 - 1981)

Fadhila ETAHRI

Enseignant à l'Institut d'interprétariat,
Université d'Alger

A la mort de Franco, l'Espagne a amorcé sa marche vers la pleine démocratie. Il était nécessaire pour ceci de mettre en marche de nouvelles institutions et moderniser d'autres sans provoquer des tensions insurmontables avec ceux qui désiraient maintenir le franquisme coûte que coûte.

Le régime franquiste provenait d'une guerre civile sanglante et une forte répression, avait duré assez longtemps – 40 ans – et à ses débuts avait été proche du totalitarisme.

Dans les années cinquante, l'Espagne accusait un niveau de développement inférieur non seulement face aux autres pays d'Europe mais également face même à quelques pays latino-américains, comme l'Argentine, le Mexique ou le Brésil.

a) La proclamation de Juan Carlos

Durant la transition démocratique, la monarchie espagnole a joué un grand rôle et fut l'instrument principal pour éviter la perte de la légitimité. Le régime monarchique fut choisi par Franco pour sa propre succession.

En 1948, Juan Carlos de Bourbon se rend en Espagne à partir de la Suisse où il avait poursuivi ses études. En Espagne, Juan Carlos fut considéré comme le successeur de Franco et devint Prince d'Espagne en 1969. A la mort de Franco, après une longue agonie, Juan Carlos fut proclamé le 27 novembre 1975, Roi d'Espagne.

Dans son message a las Cortes (Parlement espagnol), Juan Carlos indiqua son souhait d'une coexistence nationale en mentionnant «la tradition libérale de la monarchie qui protégerait la totalité des espagnols sans aucun avantage ni privilège pour personne»¹.

1. TUSELL, Juan : Juan Carlos I. La restauración de la monarquía española, en Temas de Hoy, Madrid, 1995, pag. 12.

La figure de Juan Carlos était liée à celle de son père, le Comte de Barcelone, personnalité toujours en opposition à Franco. Le fait que la monarchie soit restaurée après quarante ans de dictature en Espagne était quelque chose d'assez exceptionnel quand on sait que les régimes monarchiques étaient en recul dans toute l'Europe. Le roi fut avant tout le moteur du changement en Espagne.

De même que Juan Carlos, les autres artisans de la transition furent, sans aucun doute, le Président du gouvernement Adolfo Suarez, à la tête de l'Union du Centre Démocratique (UCD), les deux grands partis de la gauche – le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) et le Parti Communiste Espagnol (PCE) – sans oublier le rôle joué par les syndicats Comisiones Obreras (CC.OO) et l'Union Générale des Travailleurs (UGT). Ce serait une vraie injustice de ne pas mentionner que le grand protagoniste de cette période décisive était le peuple espagnol.

Les relations politiques entre l'Algérie et l'Espagne (1976 – 1981)

1-Le gouvernement de Arias Navarro (11/12/1975 -30/6/1976)

Au début de son règne, Juan Carlos nomma Arias Navarro comme Président du gouvernement. Cet ancien ministre de Franco fut premier ministre en remplacement de Carrero Blanco qui mourut en 1973 dans un attentat et montra très vite son incapacité pour élaborer un programme unique et diriger un gouvernement.

On peut considérer l'étape de gouvernement de Arias Navarro comme la phase finale du franquisme. Son gouvernement a duré seulement quelques mois au bout desquels, il fut remplacé par Adolfo Suarez le 01/07/1976.

En politique internationale, la position de Arias Navarro constitue la preuve irréfutable de son incapacité à réaliser un quelconque programme de réformes. Une question très importante qui a eu lieu à cette époque de la transition était la question du Sahara Occidental, question héritée de la période franquiste.

Les accords de Madrid de novembre 1975 par lesquels l'Espagne reconnaissait l'action de l'annexion marocaine après la Marche Verte, ont traumatisé l'opinion espagnole. Fervent défenseur du régime de Franco, Arias Navarro ne pouvait alors rejeter l'attitude et la politique adoptée par celui-ci tout comme les socialistes ou communistes espagnols dont la position était d'éthique face aux saharais livrés après un processus de contradictions qui démontrait une véritable lâcheté du régime antérieur.

Le 26/02/1976, le Représentant espagnol aux Nations- Unies présenta au Secrétaire Général une lettre qui annonçait que l'Espagne se retirait de l'Administration Tripartite créée par les Accords de Madrid. L'Espagne affirmait également qu'elle considérerait finalisé le processus d'autodétermination du Sahara

Occidental, après l'accomplissement des conditions de la doctrine des Nations Unies. Ce qui signifiait que l'Espagne cessait ses responsabilités en tant que puissance administratrice, mais qu'elle subordonnait la question de la souveraineté à la célébration de l'autodétermination du peuple saharai².

Fernando Moran, alors Consul général à Londres fut sollicité par celui qui était alors ministre des Relations Extérieures espagnoles, José Maria de Areilza pour «tenter une mission exploratrice à Alger pour essayer de «reconstituer les relations établies». Effectivement, Fernando Moran eut un entretien à Alger avec Monsieur Adjani, représentant du ministre algérien des Affaires Etrangères, Abdelaziz Bouteflika, avec qui il eut de longues conversations durant son séjour à Alger. «La chancellerie algérienne était consciente de la nécessité de remuer le dialogue avec Alger, affirme Fernando Moran, mais d'autres éléments du pouvoir dans le FLN et dans l'armée maintenaient une position irrécyclables»³. L'Algérie manifestait une profonde indignation envers la position espagnole.

A partir de ce moment là, une ligne de partage fut tracée entre les politiciens espagnols. Tandis que les conservateurs avaient opté pour la défense des accords de Madrid, les progressistes les rejetaient.

Durant son bref passage, il faut dire que le ministre espagnol des Relations Extérieures, José Maria de Areilza, avait décidé d'améliorer les relations avec le Maroc, mais en respectant le principe de l'autodétermination du Sahara Occidental. Cependant, les relations politiques de l'Espagne avec l'Algérie continuaient pendant plusieurs années à souffrir de ce problème du Sahara.

2-Le gouvernement de Adolfo Suarez (3/7/1979 – 29/1/1981)

Après la démission de Arias Navarro, le roi Juan Carlos désigna Adolfo Suarez comme nouveau président du gouvernement espagnol.

Si on peut considérer l'étape du gouvernement de Arias Navarro comme la phase finale du régime franquiste, la période initiée par le nouveau président, soit la Transition démocratique, supposait le commencement de la voie de l'Espagne vers la démocratie.

a) Facteurs internes de la politique espagnole durant la transition à la démocratie

En deux mois, de la mi-décembre 1976 à la mi-février 1977, se produisirent les actes les plus critiques de la Transition qui furent provoqués par l'extrême droite et

2. TUSELL, Javier : Historia de la Transición, en *Historia 16*, Madrid, 1997, pag. 20.

3. MORAN, Fernando: España en su sitio, *Plaza y Janès*, pag. 75.

le Groupe de Résistance Antifasciste Premier Octobre (GRAPO). Selon Santos Julia, «le terrorisme fut présent pendant toute la Transition, malgré le caractère pacifique de cette période»⁴.

La loi de la réforme politique (15/12/1977)

Le 24 août 1976, Adolfo Suarez présente au Conseil des ministres le texte de la Loi sur la Réforme politique. Cette loi suppose l'ouverture d'un processus dont l'objectif final est la convocation d'élections libres avec la participation des partis politiques qui n'avaient pas encore été légalisés. Cette loi signifiait en réalité, le suicide du régime franquiste et le triomphe de la stratégie de la réforme du gouvernement de Adolfo Suarez. D'autre part, les socialistes et le Parti Communiste espagnol (PCE) qui était encore dans la clandestinité, avaient le feu vert pour commencer à préparer leur avenir politique dans une Espagne démocratique.

Au printemps 1977, Suarez signa un pacte à partir duquel il créa l'Union du Centre Démocratique (UCD) comme parti au gouvernement, avec des groupes de notables de la social-démocratie, qui avaient formé l'opposition tolérée au franquisme, tandis que Manuel Fraga Iribarne et d'autres ex-ministres de la dictature constituaient l'Alliance Populaire (AP) à l'automne 1979.

La légalisation du Parti Communiste fut un moment clef dans la Réforme politique pilotée par Adolfo Suarez, qui était conscient qu'il n'y aurait pas d'élections vraiment démocratiques sans la légalisation préalable du PCE. ⁵

Les Espagnols durent attendre quarante ans, depuis 1935 jusqu'à 1977 pour pouvoir élire démocratiquement leurs représentants politiques. Les élections eurent lieu le 15/06/1977 et l'Union du Centre Démocratique (UCD) de Adolfo Suarez comme tête de liste, fut victorieuse avec 35% des voix. Son successeur immédiat fut le Parti Socialiste Ouvrier espagnol (PSOE) de Felipe Gonzalez qui obtint 30% des suffrages.

Le principal succès de la Transition fut, sans aucun doute, l'approbation de la Constitution qui avait surpris agréablement la majorité des Espagnols. La reconnaissance des autonomies, l'acceptation de la monarchie, la suppression de la peine de mort ou la consécration des droits et libertés des citoyens furent les questions clefs que durent pactiser les soi-disant pères de la Constitution et leurs chefs politiques.

La Constitution espagnole votée le 06/12/1978 par quinze millions de citoyens a permis la plus grande stabilité démocratique de l'Espagne.

4. SANTOS, Julia : La estrategia de la tensión, en Memoria de la Transición, El País, pag. 125.

5. PEREZ ROYO, Victoria : La legalización del PCE, en el País, Memoria de la Transición, Madrid, 1996, pag. 142.

b) Facteurs externes de la politique espagnole

La politique d'équilibre

Durant la période de la Transition, un des principes de base de la politique extérieure était la continuité, c'est à dire que la politique extérieure de l'Espagne agit en fonction de constantes précises. La politique extérieure espagnole était fondamentalement une politique d'intérêts dont la finalité ultime se basait encore sur la défense et la promotion de ce qui pourraient être considérés comme les intérêts réels de l'Espagne et des espagnols.

La politique extérieure de la Transition se définit par des objectifs et des conditionnements. Les objectifs seraient la confirmation et la stabilité de l'Etat, sa souveraineté, son indépendance, sa sécurité et son intégrité. La croissance et la puissance économique du pays dans la communauté européenne et internationale, constitueraient alors, le plus grand bien-être et la prospérité des Espagnols. Quant aux conditionnements, ils sont d'ordre historique, géopolitique, économique, sociologique et culturel.

Malgré la proximité et tous les discours des différents régimes espagnols, l'Espagne a ignoré pendant longtemps les pays du Maghreb. La politique franquiste de l'Espagne en Afrique du Nord était centrée sur le Maroc, ancien protectorat pour lequel l'Espagne avait rivalisé avec la France.

«Il n'y a pas eu de politique espagnole au Maghreb. On articulait seulement une action dans la zone en l'adaptant à notre politique marocaine», affirme Miguel Angel Moratinos, Directeur de Politique Extérieure espagnole pour l'Afrique et le Moyen Orient⁶.

Dans la politique espagnole de la Transition avec le Monde Arabe, il existe trois axes distincts, dont la position géographique, en premier lieu, les implications politiques, en second lieu, et l'aspect économique, en dernier lieu.

L'Afrique du Nord, le Proche Orient et les Pays du Golfe constituent ce qu'on appelle le Monde Arabe.

Au Magreb, le Maroc est la zone privilégiée pour laquelle l'Espagne a montré le plus d'intérêt. Durant les années de la transition démocratique espagnole, entre les instruments politiques du gouvernement espagnol de l'époque avec le rôle officiel de l'Union du Centre Démocratique (UCD) du Président Suarez (1977-1978), il faut souligner le choix de la politique d'équilibre, appelée aussi parfois «politique de compensation alternative», comme la qualifie Fernando Moran pour qui «...de 1977 à 1982, les gouvernements de la transition essaient de chercher un équilibre

6. MORATINOS, Miguel Ángel : Cooperación española al desarrollo del Norte de África, Dirección General de Política Exterior para África y Oriente Medio, Informativo, 1989.

entre la conscience de ce qui est impopulairement et éthiquement condamnable dans la cession héritée et les impératifs de la politique du pouvoir»⁷.

La politique d'équilibre prenait comme point de départ les rivalités internes du Maghreb. «La politique espagnole dans la région devait maintenir un équilibre entre les deux rivaux, l'Algérie et le Maroc, dans la rivalité pour l'hégémonie, et n'offrait rien à l'un si ce n'était suivi de quelque chose de similaire pour l'autre»⁸.

Pour contrecarrer l'influence des grands pays du Maghreb, l'Algérie et le Maroc, les politiciens espagnols courtoisaient la Tunisie et la Mauritanie.

Derrière la stratégie espagnole de l'équilibre, se cachait le souci des espagnols de trouver une solution pour préserver les intérêts espagnols surtout.

Pour l'Espagne, seul le Maroc supposait un problème réel pour sa politique interne avec les prétentions de celui-ci sur Ceuta et Melilla.

Les problèmes hérités de la décolonisation du Sahara Occidental allaient conditionner les relations de l'Espagne avec les pays du Maghreb et ont contribué en grande mesure à empirer également les relations hispano-marocaines à partir de 1975.

Derrière le problème économique -problème des bancs de pêche sahariens -, se cachait un conflit politique, non seulement relatif au Sahara Occidental, mais aussi lié à la souveraineté espagnole des enclaves de Ceuta et Melilla, en territoire marocain.

La stratégie de l'équilibre a démontré ses limites durant la crise de 1975. Le franquisme a mené au Maghreb une «stratégie d'équilibre» à partir des rivalités existant entre le Maroc et l'Algérie, avec le souci principal de contenir les ambitions nationalistes marocaines qui affectaient directement les intérêts espagnols⁹.

Les tensions entre l'Espagne et le Maroc ont continué à exister malgré l'Accord Tripartite entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie de 1975, qui normalement satisfaisait les ambitions marocaines.

Avec la signature des accords tripartites de Madrid (1975), l'Espagne voulait donner une solution au problème par son retrait du Sahara Occidental. «Beaucoup d'erreurs ont été commises dans le passé dans les questions coloniales. C'est comme si le Sahara Occidental n'aurait pas pu avoir un meilleur sort», affirme

7. MORAN, F.: España en su sitio, *Plaza y Janès*, Barcelona, 1976.

8. GILLEPSIE, Richard: España y el Magreb: una vía posible de política regional, en *Las relaciones exteriores de la España democrática*, *Alianza Universidad*, 1995, pag. 213.

9. BATALLER MARTIN, F. et JORDAN GALDUF, J.M. : España y su acción mediterránea: Abogado o competidor ?, en *Información Comercial española (ICE)*, décembre 1996 – janvier 1997, pag. 138.

l'ambassadeur espagnol à l'ONU, Jaime de Pinies qui considère en plus que la décolonisation frustrée du Sahara Occidental était due à deux facteurs fondamentaux dont l'incompétence de quelques gouvernants qui ont perdu de nombreuses occasions pour décoloniser le territoire et, d'un autre côté, l'audace et l'habileté des diplomates du royaume alaouite»¹⁰.

D'autre part, les enclaves marocaines de l'Espagne, Ceuta y Melilla, constituent un aspect conditionnant dans la politique franquiste et le «premier foyer d'intérêt espagnol dans les questions territoriales de l'aire du Maghreb»¹¹.

Après avoir abandonné le Sahara Occidental, l'Espagne essaie de maintenir dans la zone ses intérêts territoriaux avec la conservation des deux enclaves. Son approximation excessive envers le Maroc l'oblige à changer d'attitude en reconduisant ses relations avec le Maghreb vers une position plus équilibrée.

A partir de 1976, l'Espagne se retire officiellement du Sahara Occidental et le droit à l'autodétermination s'impose comme une voie normale pour une solution. Le conflit du Sahara Occidental est invoqué comme l'obstacle majeur, à la concrétisation de *l'intégration* maghrébine¹².

L'attitude de l'Algérie envers le Sahara Occidental est en relation avec la place qu'elle occupe sur la scène internationale¹³. Le soutien de l'Algérie au Sahara Occidental et à son principal représentant le Polisario est dû à son engagement à soutenir la politique des Non-alignés et les mouvements révolutionnaires. Ceci signifie, selon Antonio Morales Lezcano «que la politique de l'Espagne au Maghreb passe inévitablement aussi par l'accord avec l'Algérie pour débloquent la question du Sahara»¹⁴. Dans ce sens, la politique d'équilibre suivie par le gouvernement de la UCD, a reconnu le Front Polisario après le voyage de Suarez à Alger en mai 1979, action qui a provoqué un durcissement des relations avec le Maroc.

10. PINIES, Jaime de : *La descolonización del Sahara : un tema sin concluir*, Espasa-Calpe, 1990, 1990, pag. 12.

11. LARRAMENDI, H. Miguel de et NUNEZ, Jesús : *Análisis de la política exterior de España hacia los países del Magreb y sus vinculaciones con la política de cooperación para el desarrollo*, Taller de Estudios Mediterráneos (TEIM), Universidad Autónoma de Madrid, juin 1993.

12. ROOSENS, Claude : *Le conflit du Sahara Occidental*, CERMAC, Louvain, 1990, Cahiers n° 72-73. Ce livre contient une bibliographie et chronologie assez exhaustives sur le conflit du Sahara Occidental, depuis son origine jusqu' à l'année 1990.

13. BEDJAOUI, Mohamed : Intervention devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 21 juin 1979, dans El Moudjahid du 22-23 juin 1979. Rapport sur la position de l'Algérie par un des plus brillants diplomates algériens.

14. MORALES LEZCANO : *Las transformaciones del mundo árabe y sus consecuencias*, en *La Política Exterior española en el siglo XX*, Ediciones Ciencias Sociales, 1994, pag. 322.

Des bateaux de pêche espagnols furent séquestrés par le Polisario et l'Espagne dut recourir au Tribunal international pour résoudre le problème. D'autre part, en 1981, l'Espagne accepte les principes qui sont établis par le gouvernement algérien sur la question du Sahara Occidental. En 1980, deux résolutions ont été présentées à l'ONU, une, algérienne, et l'autre, marocaine. La seconde résolution fut rejetée, tandis que la résolution algérienne fut adoptée par l'Assemblée Générale.

La Résolution 35/19 (1980) faisait référence au droit à l'autodétermination du peuple saharai et à l'organisation d'un référendum. Elle demandait également, pour la première fois, que le Maroc et le Front Polisario entament des négociations directes.

Comme le souligne Antonio Marquina, «Le Maroc, chaque jour plus isolé diplomatiquement, mais avec beaucoup plus d'assurance sur ses possibilités futures avec la construction des murs, a fait un grand pas, après avoir lancé une offensive diplomatique avec l'envoi d'émissaires dans 90 pays. Bien que le roi Hassan II voulait gagner du temps, l'acceptation du référendum était un point de non retour»¹⁵.

De la même manière que quand s'était produit, en 1971, un attentat contre Hassan II, ce fut le président Houari Boumediene qui appela en offrant son aide au roi du Maroc «parce que quand on parle de politique d'alternatives de droite, de gauche et d'équilibres successifs, on oublie qu'il y a une dimension maghrébine. Et, cette dimension maghrébine peut être affectée par des rivalités, mais c'est une question que jusqu'à maintenant nous n'avions pas pris en compte»¹⁶.

Cette façon d'accroître les rivalités existant entre les deux pays du Maghreb en pensant que c'était la meilleure pour la défense des intérêts était erronée et ne faisait sinon amplifier l'instabilité de la zone, et causait un grave préjudice à la sécurité.

Comme le souligne Fernando Moran durant le Débat sur la politique extérieure «Nous avons eu avec le Maghreb une politique qui s'est libérée de l'équilibre successif entre l'appui au Maroc et ensuite à l'Algérie, en cherchant des affrontements qui n'ont jamais eu lieu. Et, la preuve est quand nous avons vécu la crise du Sahara Occidental en 1975, aucun équilibre n'a valu»¹⁷.

15. MARQUINA, Antonio: La Unión del Magreb Árabe, en *El Magreb : Concertación, cooperación y desafíos*, AECI, Madrid, 1993, pag. 28.

16. MORAN, F. : Débat sur la Communication du Gouvernement en matière de Politique Extérieure, n° 65, Congrès des Députés, 25/10/1983, pag. 3027.

17. Ibid, pag. 3027.

c- Les relations politiques entre l'Espagne et l'Algérie durant le gouvernement de Adolfo Suarez

Durant l'étape de la Transition démocratique, trois directions caractérisent les options internationales de l'Espagne : l'Atlantisme, l'Européisme et le Tiers-Mondisme¹⁸.

La période qui va de novembre 1975 à décembre 1978, c'est-à-dire la transition proprement dite, malgré sa courte durée, présente une rapide évolution depuis un modèle de politique extérieure à un autre complètement distinct. Le changement coïncida avec la substitution de Adolfo Suarez par Leopoldo Calvo- Sotelo.

Adolfo Suarez avait un idéal neutraliste et tiers-mondiste qu'il essaie de concilier avec sa ferme volonté d'intégration européenne. Ces deux tendances étaient difficiles à concilier parce qu'elles mettent en exergue les contradictions «qui mettent en évidence que le discours de non-alignement n'était pas en accord avec la demande d'adhésion de l'Espagne à la Communauté Economique Européenne et à l'ouverture des négociations à cet effet»¹⁹.

Durant la première période de la transition démocratique, la politique extérieure de la UCD est caractérisée par la désorientation, à cause des tensions signalées. Cependant, quelques éléments de la vieille architecture de la politique franquiste subsistent d'importantes révisions tandis que d'autres furent maintenues. L'Espagne commence à se diriger vers l'intégration en Europe, et, en 1977, elle adhère au Conseil de l'Europe. Le véritable changement dans l'action extérieure espagnole eut lieu pendant le gouvernement de Calvo-Sotelo, avec un tournant radical de son discours. Les positions neutraliste et non-alignée sont alors abandonnées et l'Espagne adhère à l'OTAN sous le gouvernement de Calvo-Sotelo. Vu son mandat assez bref, il réussit seulement ce point de la politique extérieure espagnole.

La date du référendum du 12 mars 1986 sur l'adhésion ou non de l'Espagne à l'OTAN est considérée comme le moment où la gauche espagnole entre en crise.

En Espagne, la transition à la démocratie suppose la prédominance de la politique interne sur la politique extérieure. Il faut savoir que la démocratisation équivalait à l'euro-péisation et à l'égalité avec le reste du monde occidental. C'est pour cela que, on peut dire avec beaucoup de nuances, que les deux processus -démocratisation et euro-péisation - furent parallèles.

18. MESA, Roberto : *Democracia y Política exterior en España*, Eudema, Madrid, 1988, pag. 40.

19. ROMAN, Paloma : *Sistema político español*, MacGraw-Hill/Interamericana de España, Madrid, 1995, pag. 291.

A l'exception de l'adhésion à l'OTAN, la politique extérieure espagnole se développa dans le consensus et est en très net second terme par rapport au reste des questions politiques. Comme le souligne Dolorès Algora «En ce qui concerne la politique extérieure avec le monde arabe, durant le passage de la dictature à la monarchie parlementaire, on ne peut parler de grands changements. Cela supposait au contraire, pratiquement un prolongement de la période antérieure»²⁰.

A la mort de Franco qui signifie la disparition du lien entre l'espagnol et l'arabe, l'Espagne, pour des raisons géographiques et historiques, continuait à être le pont entre les deux cultures et continua à développer une politique spécifique avec les pays arabes mais aussi avec les pays latino-américains, deux aspects qui mettent en exergue son «Tiers-Mondisme».

Si pendant la démocratie naissante, l'Espagne se consacre plus à sa politique interne, il faut rappeler que la politique extérieure espagnole, a toujours été européiste et occidentale.

En ce qui concerne les relations algéro-espagnoles, dès l'indépendance de l'Algérie, les deux pays entreprennent des relations – à partir du 18/12/1962 – et l'Espagne entretient, à partir de ce moment là, des contacts avec les leaders algériens.

Avec l'arrivée de Houari Boumediene (19/06/1965), la situation interne de l'Algérie se consolide tandis que son activité au Maghreb se fait plus évidente. Avec l'Espagne, il y a une intensification des relations dans le domaine économique, jusqu'à l'avènement de la question du Sahara Occidental.

d) La question du Sahara Occidental et ses répercussions sur les relations algéro-espagnoles

Durant la présidence du gouvernement de Adolfo Suarez (3/7/1976 – 8/9/1980), Marcelino Oreja fut ministre des Affaires Extérieures entre le 7/7/1976 – 8/9/1980, et fut remplacé par José Pedro Pérez LLorca entre le 8/9/1980 et le 2/12/1982.

A part le domaine économique, les principaux aspects traités par Marcelino Oreja furent la question de Sahara Occidental et ses implications sur les Iles Canaries avec la question du MPAIAC, problèmes hérités de la période franquiste.

20. ALGRA, WEBER, Dolores : La política exterior española hacia el mundo árabe en la España democrática, en Cuadernos de la Escuela Diplomática n° 8, Madrid, 1993, pag. 149

Le voyage de Adolfo Suarez à Alger

Le président Adolfo Suarez entreprend une visite officielle à Alger du 30/4/1979 au 1/5/1979, à l'invitation du premier ministre algérien Ahmed Benahmed Abdelghani. Il est accompagné par Marcelino Oreja Aguirre, ministre des affaires Extérieures et Carlos Bustelo, ministre de l'Industrie et de l'Energie.

Adolfo Suarez est reçu à Alger par le président et secrétaire général du FLN Chadli Benjedid. Les relations bilatérales entre l'Espagne et l'Algérie, la question du Sahara Occidental, l'état de la coopération algéro-espagnole et l'évolution des relations économiques, culturelles, scientifiques et techniques ont été les points examinés par les deux délégations algérienne et espagnole.

La question du Sahara Occidental

La question du Sahara Occidental a été le point le plus important examiné en profondeur par Suarez et Abdeghani. La partie espagnole a réaffirmé sa position en disant que le fait d'avoir mis fin à son administration du territoire du Sahara le 26 février 1976 «ne pouvait pas signifier un transfert de souveraineté s'agissant d'un territoire non autonome dans le sens de l'article 73 de la Charte des Nations Unies»²¹.

Aussi bien l'Algérie que l'Espagne considèrent que la décolonisation du Sahara Occidental a beaucoup tardé et le règlement de ce problème requiert une solution politique et pacifique urgente, pour la totalité du territoire, sur la base du respect des principes et des résolutions des Nations Unies et de l'OUA, par l'exercice du droit du peuple saharai à l'autodétermination. Les deux pays s'engagent, à cette époque, à adopter les mesures nécessaires et se déclarent disposés à contribuer aux efforts pour la paix aussi bien au niveau régional que dans le cadre des organisations internationales.

A cet effet – les deux pays voient la dynamique de paix caractérisée par les initiatives prises par la Mauritanie – la décision de la Mauritanie de céder au Front Polisario la partie de l'ancien Sahara espagnol qui passe sous contrôle du gouvernement de Nouakchott en vertu des Accords de Madrid de novembre 1975 et modifie le panorama politique de la région voisine des Iles Canaries juste à la veille du voyage du président du gouvernement espagnol à Alger – et par la décision du cessez-le-feu adoptée le 12 juillet 1978, comme des actions qui peuvent aboutir à une solution juste et durable du problème du Sahara Occidental.

21. Voir Communiqué de la Oficina de Informacion Diplomática (OID), revue éditée par le Ministère des Affaires Extérieures espagnol, Madrid, 1/5/1979.

Suarez maintient, d'autre part, une rencontre privée avec le Secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz.

La visite effectuée par Suarez à Alger constitue un moment fort dans les relations algéro-espagnoles, un engagement officiel de ces relations avec un point positif.

Les expressions pleines de sincérité utilisées de part et d'autre pour qualifier les conversations algéro-espagnoles son «clarification», «dissipation des nuages du passé», «résultats positifs», comme les exprime l'Agence de Presse Algérienne (APS) qui souligne en plus que «le niveau des délégations conduites par les deux chefs de gouvernements confère à la rencontre hispano-algérienne une profondeur et une portée politique qui ne peut sinon renforcer l'objectif commun souhaité par les deux parties»²².

En réalité, ce que cherchait Adolfo Suarez à Alger c'était d'établir un nouveau climat de confiance avec l'Espagne. Suarez voulait convaincre les dirigeants algériens que le gouvernement de Madrid voulait maintenir des relations cordiales et équidistantes avec les trois pays du Maghreb, en marge du conflit du Sahara Occidental.

Le voyage de Suarez se déroula après l'annonce par la Libye de l'existence d'un éventuel accord de paix Polisario-mauritanien qui inclurait la cession aux sahraouis du tronçon saharien (Tiris el Gharbia), que l'accord tripartite de Madrid avait cédé à Nouakchott.

C'était assez difficile d'établir la confiance entre Madrid et Alger vu les problèmes existants: le retrait des ambassadeurs, les affrontements personnels entre Marcelino Oreja et l'ex-ambassadeur algérien Mohamed Khelladi et les reproches algériens au gouvernement espagnol pour l'attentat extrémiste contre le dirigeant du MPAIAC, Antonio Cubillo.

Le Front Polisario maintient à cette époque des relations avec la UCD de Adolfo Suarez bien que le gouvernement espagnol n'avait pas reconnu la République Arabe Saharaoui Démocratique (RASD). En tant que chef de l'Exécutif espagnol, Adolfo Suarez reconnut que le processus de décolonisation n'était pas encore terminé et était pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

L'Espagne, à partir de ce moment là, - comme l'annonçait Marcelino Oreja - «allait soutenir n'importe quelle initiative qui puisse être prise dans le cadre international ou régional pour contribuer à l'équilibre de la région de la Méditerranée et du Maghreb».

22. Voir Agence de Presse Algérienne (APS), 1/5/1979.

Le voyage du président Suarez à Alger favorise la cause saharauie et la met en accord avec le brusque virage de la Mauritanie en faveur d'une paix négociée. Tandis qu'en Algérie, on observe une satisfaction après la visite de Adolfo Suarez, à Rabat les déclarations du gouvernement espagnol sur le Sahara Occidental sont interprétées «comme une ingérence flagrante dans les affaires internes du Maroc» face à la déclaration de Adolfo Suarez que «la décolonisation du Sahara Occidental n'était pas terminée»²³.

En réaction à la position espagnole, le Maroc ressortit au premier plan de l'actualité marocaine la question de Ceuta et Melilla. Les déclarations de Adolfo Suarez contredisent la position ferme du gouvernement de Rabat sur le Sahara Occidental. Pour le Maroc, la décolonisation s'est achevée avec les Accords de Madrid de 1975, qui ont consacré la récupération des provinces sahariennes.

La préoccupation marocaine est motivée par la crainte de perdre l'appui de Madrid dans la question du Sahara, surtout après la décision de la Mauritanie d'avoir la paix à tout prix.

La reconnaissance du Front Polisario par l'Union du Centre Démocratique (UCD) de Adolfo Suarez en octobre 1978, a provoqué une vague de protestation de la part des partis politiques marocains.

L'organe officiel du FLN algérien, El Moudjahid accorde un grand espace à la visite et à l'entretien Suarez-Polisario et souligne l'importance incontestable de la rencontre²⁴.

Le voyage du président Suarez à Alger signifiait une intention de reconsidérer la politique extérieure du gouvernement espagnol avec le Maghreb et représentait sans aucun doute un changement d'attitude, du moins face aux séquelles de la politique africaine du franquisme. L'Espagne et l'Algérie ont affirmé leur décision favorable à l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple saharauie comme voie pour la résolution pacifique et juste du conflit.

La question des Canaries

Dans les années 70, on peut signaler l'appui de l'Algérie pour des raisons conjoncturelles, aux thèses de l'africanité des Iles Canaries exposées à l'Assemblée de l'OUA²⁵.

23. Voir Arriba, 3/5/1979, Satisfacción en Argelia tras la visita de Suárez.

24. Voir El Moudjahid, 2/5/1979, L'Espagne est pour une solution juste, rapide et globale.

25. LOPEZ GARCIA, B.: Marruecos y el Magreb en la política española, en Razón y Fe no 1065/66, Madrid, 1987.

L'Algérie dans le cadre de sa politique de soutien à la lutte de libération des peuples intensifia à partir de 1976 son appui logistique et diplomatique au Mouvement pour l'Indépendance de l'Archipel des Iles Canaries (MPAIAC), à ce moment là, mouvement sans véritable implantation sociale, qui luttait pour l'indépendance des Iles Canaries, en lui concédant un appui financier et matériel ainsi qu'une émission radiophonique à partir d'Alger (Radio Canarias Libre).

En décembre 1977, El Moudjahid, organe officiel du FLN algérien publia, dans un de ses éditoriaux, un article sur l'africanité des Canaries.

Cette publication provoqua le retrait de l'ambassadeur espagnol à Alger ainsi que la commotion de l'opinion publique espagnole qui voyait dans cette interférence d'un des pays du Maghreb – l'Algérie – une question qualifiée publiquement et officiellement comme intérieure²⁶.

Tout d'abord, une note verbale fut adressée à l'ambassadeur algérien à Madrid, Monsieur Mohamed Khelladi. Marcelino Oreja, alors ministre espagnol des Affaires Extérieures, hausse le ton dans sa déclaration au niveau du Congrès de Députés, en affirmant que «le dialogue peut avoir lieu uniquement quand les facilités offertes pour la réalisation d'actes terroristes à partir des médias algériens disparaîtront»²⁷.

La question des Iles Canaries évoquée à l'OUA, considérée comme une «ingérence dans la vie politique» espagnole, fut rejetée par toutes les forces politiques espagnoles et facilita la formation d'un consensus temporel sur l'hispanité de l'archipel, qui s'est concrétisé par le lancement d'une véritable offensive d'«unité nationale» face aux Etats de l'Afrique subsaharienne avec lesquels l'Espagne n'avait pas une politique bien définie. L'Espagne avait déployé toutes ses forces pour que la question des Canaries ne soit pas discutée lors du sommet de Khartoum, en juin 1978²⁸.

La question du MPAIAC, antagonisme politique entre l'Algérie et l'Espagne fut résolue en 1978, après plusieurs voyages de délégations espagnoles à Alger. En effet, une délégation du Parti Socialiste Ouvrier espagnol (PSOE), conduite par Felipe Gonzalez se rendit à Alger pour maintenir des réunions au plus haut niveau sur cette question. Finalement, un communiqué fut rendu publiquement, dans lequel

26. LARRAMENDI, M. de HERNANDO: La proyección mediterránea de España: las relaciones con Marruecos, *TEIM, Universidad Autónoma de Madrid*, 1993, pag. 120.

27. OREJA AGUIRRE, M. : Réponse du MAE à l'interpellation de Monsieur Yanez-Barnuevo du Groupe Parlementaire socialiste du Congrès des Députés, sur les émissions de radio Alger, Débat n° 28 du 8/3/1978, pag. 24.

28. MORAN Fernando : *Una política exterior para España*, *Plaza y Janès*, Barcelona, 1991, pags 241.

«était reconnue l'intégrité territoriale et la souveraineté des deux pays, référence assez claire à la question des Canaries»²⁹.

3- Le Gouvernement de Leopoldo Calvo –Sotelo (1981- 1982)

Leopoldo Calvo-Sotelo et l'Union du Centre Démocratique (UCD), avant d'abandonner le pouvoir incorporent l'Espagne dans l'Alliance Atlantique, avec le refus de la gauche espagnole, qui voyait en cette organisation tous les démons de l'impérialisme capitaliste. A partir de ce moment là, les deux partis espagnols de la gauche, aussi bien le PSOE que le PCE mirent toutes leurs forces pour faire échouer cette idée.

a) L'inclination pour le royaume alaouite

La politique de Calvo-Sotelo signifiait un certain changement de direction. L'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, bien que l'Espagne était déjà intégrée dans les mécanismes de défense, eut lieu surtout dans un but de définition propre.

Au début des années 80, comme le signale, José Pedro Pérez –Llorca, qui était alors ministre espagnol des Affaires Extérieures, «notre politique extérieure sera sous le signe de la continuité»³⁰.

Avec le Maghreb, le gouvernement espagnol précise que sa politique est «claire, cohérente et se base sur l'amitié propre et sans réserves avec tous et chacun des pays du Maghreb». Pour ceci, la politique maghrébine de l'Espagne se base et continuera à se baser sur «des options et des critères d'équilibre dans une volonté d'amitié, de bon voisinage et de coopération»³¹.

Pour l'Espagne, c'était la seule manière qui pouvait contribuer à éliminer les tensions et la stabilité, pour prodiguer une entente pacifique et une solution juste à tous les problèmes. L'Espagne faisait allusion au problème du Sahara Occidental et souhaitait avec ferveur que le conflit du Sahara trouve une solution politique et pacifique, une formule qui permette d'atteindre ces objectifs. A une époque où on observe une grande activité de la diplomatie marocaine, sans vouloir jouer aucun

29. MIGUEZ, Alberto : Retroceso después del Tratado de Madrid, en *Problemas de Seguridad de Europa y África*, Instituto de Cuestiones Internacionales/Instituto Nacional de Prospectiva, Madrid, 1980, pag. 113-114.

30. Voir *Actas, Actividades, Textos y Documentos de la política exterior española (1981-1996* : Déclarations à l'Agence de presse EFE du Ministre des Affaires Extérieures, José Pérez Llorca, 10/1/1981.

31. Ibid.

protagonisme, l'Espagne appuie toutes les dynamiques de paix qui puissent favoriser la stabilité dans la zone.

Ainsi l'affirme Calvo-Sotelo, «l'Espagne veut une solution définitive au conflit aigu du Sahara qui se développe à l'intérieur du Maghreb, un conflit –le Sahara Occidental – que ce gouvernement de 1981, considère «déjà complètement lointain à nous et dont nous ne sommes plus partie prenante depuis longtemps, un conflit pour lequel nous nous joindrons à n'importe quelle dynamique de paix qui puisse sauvegarder l'amitié avec notre grand voisin du Sud, la nécessité de compter sur notre frontière méridionale sur un royaume du Maroc stable, prospère et sur des relations cordiales avec les autres pays du Maghreb, également amis de l'Espagne»³².

Face à cette opinion de Calvo-Sotelo, Felipe Gonzalez, alors secrétaire général du PSOE et également porte parole du Groupe Parlementaire socialiste, dans l'opposition, déclare «être malheureux parce que quand on parle d'amitié avec le Maghreb, on puisse citer comme unique politique d'amitié, au grand royaume du Maroc» et ensuite seulement par référence, les autres pays, l'Algérie, le peuple du Polisario, la Mauritanie. Felipe Gonzalez ajoute «je ne crois pas que nous devrions avoir honte de dire que nous défendons l'autodétermination du peuple saharoui parce que c'est une position que nous avons maintenue, envers laquelle nous avons une obligation historique et à laquelle nous devrions également ajouter une initiative importante pour l'obtention de la paix»³³.

Le PSOE de Felipe Gonzalez, alors dans l'opposition, affichait une position pro-saharaoui.

Le 23/2/1981 –le même jour du coup d'Etat du lieutenant colonel Tejero, Calvo-Sotelo, dans son discours d'investiture avait montré son intérêt à consolider des relations étroites avec les pays du Maghreb. Quoique comme nous l'avons vu auparavant, dans les fondements de la politique espagnole avec le Maghreb, on observe clairement, avec ce dernier gouvernement de l'Union du Centre Démocratique (UCD), une préférence envers la monarchie alaouite. Il faut souligner que cette préférence pour le Maroc, pendant le gouvernement de Calvo-Sotelo n'est pas fortuite puisque le domaine de la pêche constitue un domaine préférentiel dans les relations politiques entre l'Espagne et le Maroc jusqu'au début des années 80.

32. Voir Actas, Actividades... de la política exterior española, 20/2/1981, Débat au Congrès des Députés sur le programme politique du président Leopoldo Calvo-Sotelo, pag. 114.

33. GONZALEZ, Felipe: Debate en el Congreso de los Diputados sobre el programa político del presidente Leopoldo Calvo-Sotelo, 20/2/1981, en Actas, Actividades... de la política exterior, pag. 114.

En décembre 1980, la visite du président Suarez à Ceuta et Melilla engendra de dures critiques. Ce qui rendit difficile le renouvellement de l'Accord de pêche et obligea la flotte espagnole à rester amarrée pendant trois mois. La nouvelle orientation politique espagnole permit la signature d'un nouvel accord de pêche transitoire en échange de la régulation du transit des personnes et marchandises marocaines par le territoire espagnol.

Pour conclure sur les relations algéro-espagnoles pendant la Transition démocratique en Espagne, on peut dire que les problèmes hérités de l'époque franquiste comme la question du Sahara Occidental ou ceux qui lui ont été indirectement liés, comme celui du MPAIAC, ainsi que la difficile conjoncture espagnole allaient se répercuter sur la qualité des relations. La faiblesse du gouvernement de l'époque mena jusqu'à la rupture des relations entre les deux pays avec le retrait des ambassadeurs.

Il faut noter, cependant, le rapprochement et la volonté de dialogue de Adolfo Suarez avec les algériens, bien qu'il ne faut pas oublier non plus que son ministre des Affaires Extérieures, Marcelino Oreja Aguirre, maintenait toujours des rapports tendus avec l'Algérie, dans ses différents discours, marqués par la volonté d'éviter le divorce avec le Maroc auquel l'opposition socialiste et communiste le forçait, toujours sous l'impact de la question saharoui.

Voir ou je mets ce qui suit : jusqu'à professionnels

Dans son discours comme candidat à la présidence du Gouvernement, après les élections de 1979, Adolfo Suarez expose le programme de son futur gouvernement et sa position face à l'Afrique du Nord.

Pour Adolfo Suarez, «la situation géographique de l'Espagne a marqué aussi bien l'intérêt espagnol pour les événements dans la Méditerranée et l'Afrique du Nord, exige à l'Espagne d'adopter dans cette zone géographique une position imaginative et ouverte pour contribuer à la réussite d'une situation pacifique qui prenne en compte tous les intérêts de la région»³⁴

La stratégie espagnole face au Maghreb a donné un tournant à l'époque du franquisme, ce qui n'arrivera pas après la mort de Franco en 1975, quoique durant les derniers moments du gouvernement de Suarez, certains atisbos s'étaient produit. Comme le dit si bien Gillepsie R. «Dans la dernière étape de son gouvernement, Suarez voulait créer un réseau d'intérêts communs entre l'Espagne et les Etats du

34. Voir Débat du Congrès des Députés-Plénière n° 3, 30/3/1979, Discours du candidat à la présidence du Gouvernement, Adolfo Suarez, ou il expose le programme à développer pour le futur gouvernement et sollicite le vote de confiance de la Chambre basse, pag. 44.

Nord ouest africain dans l'espoir que l'interdépendance redundaria en des relations plus stables et en bénéfices commerciaux mutuels»³⁵.

Tandis que le processus d'adhésion à la Communauté européenne avançait, pour faciliter les contacts avec les pays arabes et africains et d'autres zones affectées par les problèmes de sous-développement, le gouvernement de l'UCD veut présenter à la Chambre de Députés une loi de Coopération Technique «qui puisse encauzar vers les états les plus nécessiteux non seulement l'aide financière que l'Espagne peut apporter à leur développement mais aussi la contribution de ses professionnels et sa technologie»³⁶.

35. GILLEPSIE, Richard : Op.Cit., pag.214.

36. Voir Débat du Congrès des Députés-Plénière n°3, 30/3/1979, op. cit. pag.44.